

Préface

Yvan-Marie Houssard

« *Laissez-nous travailler !* » Voilà bien une supplique pour inviter les décideurs, acteurs économiques et politiques, à penser et agir avec bon sens. À « *bien penser* », selon l'expression d'Edgar Morin, pour agir droitement et efficacement. Voici vraiment des propositions pragmatiques pour aller de l'avant, pour construire sans sectarisme une nouvelle démarche sociétale privilégiant le toujours mieux au toujours plus ; ce « toujours plus » qui constitue le maître mot de la pensée unique que l'on nous sert jusqu'au dessert... jusqu'au désert !

Vous avez entre les mains un ouvrage qui préconise l'exigence d'une gestion libérale du Bien Commun, dans un univers où l'économie semble irrémédiablement plongée dans une guerre mondialisée et impitoyable. Il s'agit de mettre nos panoplies à jour et de contribuer à l'esquisse d'un renouveau du travail qui nous dévoile des croquis inattendus ; des perspectives où la dimension humaine est considérée à son juste titre. C'est du bon boulot, du « bel ouvrage », dénotant franchement dans une actualité où les manichéistes de tout poil s'autorisent à sortir – voire à s'essayer de chanter – les tubes de notre star académie politicsociale : mais c'est nous qui déchantons, à force de refrains surfaits aux voix de faussets !

La clarté de l'écriture met en avant les esprits libres des auteurs, qui se sont exprimés en évitant la langue de bois et le politiquement correct. Et puis... quelle ironie de circonstance ! En un temps où toutes les librairies de France – y compris la mienne ! – ont des pans entiers de présentoirs ressemblant à des bureaux de vote, où chacun promet une production abondante de bouquins stipulant promesses, analyses et essais, ce livre devrait avoir une

place de choix. Il propose en effet, à mes yeux, de nouvelles valeurs politiques et économiques. J'ai si souvent remarqué, à quelques rares exceptions près, une confusion entre méthode et contenu ; à coup sûr, ici, ce n'est pas le cas !

Cet ouvrage est un innovant corpus où l'intelligence économique, sociale et territoriale est construite à partir d'une alternative authentiquement libérale... à l'ultra-libéralisme économique. Le paradoxe apparent ne persiste que pour ceux qui ont oublié – et Dieu sait qu'il s'en trouve – ce que la notion même de libéralisme doit à celle de liberté humaine ! Viser l'accroissement de la richesse est une valeur solide, mais elle ne peut s'envisager *durablement* qu'à partir d'une répartition équitable, privilégiant l'épanouissement de tous les hommes. Chacun a besoin d'être reconnu, respecté et considéré. L'empathie véritable et l'amitié constituent aujourd'hui une exigence incontournable pour gagner en efficacité, dans l'harmonie.

En prenant un peu de champ, il me semble que la grande erreur du libéralisme est en définitive la même que celle du marxisme : elle est d'avoir occulté le rôle de l'homme ; le sens de l'homme. L'ironie de l'Histoire est parfois savoureuse ; comme si l'on pouvait ignorer que les relations humaines tissent notre présent et notre avenir, au-delà de toute idéologie ; comme si l'on pouvait négliger le fait que les individus peuvent s'humilier ou s'entendre, détruire ou construire. Il n'est que d'observer l'actualité du monde !

Revenant sur ma propre expérience, je voudrais évoquer ici l'exemple de notre administration française. Je pense bien la connaître, l'ayant servi pendant tant d'années, jusqu'à en éprouver même la lâche ingratitude. Cela me touche, car elle se trouve – me semble-t-il – en état de grande souffrance. Sans avoir la prétention de donner des leçons d'humanisme et de politique, je me permettrai de citer Roger Fauroux, ancien ministre de l'industrie, qui affirme¹ que la fonction publique est devenue « *un bloc d'improductivité* », malgré des équipes méritantes ; parce que cette administration n'a pas su intégrer les dimensions clés de la modernité.

1. *Notre État, le livre vérité de la fonction publique*, éd. Pluriel, 2002.

En effet, au lieu de développer l'esprit d'initiative, les viviers d'innovation, les logiques de réseaux, la transmission et le partage des informations, le décloisonnement... la fonction publique a produit encore et encore de ces règlements qui complexifient son travail et celui de ses partenaires : citoyens, associations et entreprises. L'effet de cette dynamique autarcique et morbide paralyse son objet même dans une complexité tant inutile que stérile. Le risque, souvent avéré, est d'en faire un monde à part, un ghetto qui renferme – selon mes convictions – trop de privilégiés non conscients de leurs avantages. Beaucoup de responsables pensent avant tout à leur carrière, avec un sentiment d'invulnérabilité, et sont de ce fait de plus en plus éloignés des véritables préoccupations des Français. En revanche, beaucoup de fonctionnaires sont désireux de sortir de leur solitude administrative pour participer à des missions utiles et valorisantes pour eux-mêmes et pour le pays ; mais ils se heurtent à ces « insupportables pratiques » qui sapent jusqu'au sens du travail ! Ce décalage favorise l'inertie et l'apathie d'un personnel de plus en plus mal employé. L'incohérence du système, à force de contradiction, conduit aux abus de pouvoir, à la désresponsabilisation de chacun, et pour finir à l'incompétence partagée. L'État n'arrive plus à imposer ses réformes, même quand elles sont bonnes ; et son administration en est déboussolée. En fait, il faut bien le dire, l'État ne parvient plus à assurer son rôle : négligeant ses devoirs régaliens les plus basiques, il s'immisce de plus en plus dans des sujets et des fonctions qui ne relèvent pas de ses compétences, et essaye de tout imposer et tout contrôler. Cela génère des freins – c'est un euphémisme – aux institutions encore opérationnelles. Il devient urgent de stopper cette cacophonie qui profite à une minorité de fonctionnaires... parasitant l'ensemble.

Mais au risque de choquer, je pense qu'il en va exactement de même dans les entreprises. L'écart entre le public et le privé s'amenuise de jour en jour. L'hypothèque des compétences et des initiatives est le drame de ces directions qui n'hésitent pas à mettre au placard leurs meilleurs éléments si ceux-ci se démarquent ; ou simplement risquent de faire de l'ombre à leur hiérarchie. Je pense notamment aux carriéristes sans scrupule, aux intrigants qui profitent et alimentent les dysfonctionnements

multiples et variés pour se promouvoir ou se maintenir malgré leurs incompétences. Alain Etchegoyen dans son remarquable livre intitulé *Votre devoir est de vous taire* cite les propos de Pierre Guillaumat : « *L'une des différences les plus profondes entre la France et les USA, dans le public comme dans le privé, est qu'en France, quand quelqu'un est nommé quelque part, il commence par travailler sur ses frontières pour voir comment il va pouvoir piquer un territoire à son voisin ; aux États-Unis, il travaille toujours au cœur de son territoire* ».

Face à ces avatars, les propositions mises en avant par Patrick Bouvard et Jérôme Heuzé permettront à un grand nombre de lecteurs – et je l'espère aussi aux futurs décideurs politiques – de remettre en cause certaines de leurs certitudes, au demeurant souvent concoctées par leurs appareils administratifs. Elles répondent aux attentes de salariés et de Français désorientés, dénonçant la nocivité de ces insupportables pratiques qui asphyxient nos administrations, nos entreprises et nos structures institutionnelles. Elles nous invitent à sortir de notre aveuglement et de notre surdité en nous proposant de lutter contre les trois mamelles des dérives que nous subissons : les abus de pouvoir, la déresponsabilisation organisée et l'incompétence partagée. Celles-ci ont provoqué l'éclosion et le développement de ce que je nommerai en définitive « la médiocratie », suivie de ses multiples pouvoirs de nuisance.

Oui, ce livre est un manifeste pour une nouvelle forme d'économie qui pourrait enfin émerger dans notre espace mondialisé. Il nous pousse à apporter de nouvelles solutions pour mettre un frein à cette spirale du « toujours plus » qui fabrique le monde des laissés pour compte, un monde de médiocrité et d'hypocrisie. De nombreuses préconisations, fortes et facilement applicables, se dégagent ainsi devant nous. J'y découvre un nouveau concept : celui d'une société libérale équitable, c'est-à-dire sans dérive, justement « libérée ».

Ce type de propositions est trop rare pour qu'on ne s'en réjouisse pas.